

PREFECTURE DU LOIRET

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES
INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR SOPHIE GAILLARD/RB
TELEPHONE 02.38.81.41.29
COURRIEL sophie.gaillard@loiret.pref.gouv.fr
REFERENCE FAURECIA AP PRESCRIP

0226220071015 apc

Orléans, le 15 OCT. 2007

A R R E T E
imposant des prescriptions complémentaires
à la Société FAURECIA à BEAUGENCY

Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment le Livre I, le Titre I^{er} du Livre II, et le Titre I^{er} du Livre V,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R 1416-1 à R 1416-23,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 18 et 34.3° II,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 1997 autorisant la société FAURECIA à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de BEAUGENCY,

Vu la lettre de la société FAURECIA adressée à monsieur le préfet du Loiret le 28 septembre 2005 l'informant de l'arrêt définitif des installations de production à compter du 22 juillet 2005,

Vu le récépissé de déclaration de cessation d'activité délivré le 21 juillet 2006,

Vu les conclusions des rapports d'étapes A et B du diagnostic initial du site de janvier 2006 rédigées par la société SITA REMEDIATION,

Vu le rapport de mai 2006 rédigé par la société SITA REMEDIATION concernant l'implantation de piézomètres ainsi que les résultats des analyses des prélèvements effectués dans ces ouvrages,

Vu les rapports de décembre 2006 et d'avril 2007 rédigés par la société SITA REMEDIATION relatifs à l'implantation de piézomètres supplémentaires et à la présentation des résultats analytiques obtenus au cours de trois campagnes,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 30 août 2007,

Vu la notification à l'intéressé de la date de réunion du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques et des propositions de l'inspecteur,

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa réunion du 20 septembre 2007,

Vu la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

Considérant que la société FAURECIA a mis définitivement fin à ses activités le 22 juillet 2005,

Considérant que les rapports susvisés ont mis en évidence la présence dans les eaux souterraines de tétrachloroéthylène à des valeurs supérieures au seuil fixé par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code précité, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R E T E

Article 1^{er} -

Les dispositions du présent arrêté complémentaire, prises en application de l'article 34.3° II du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, sont applicables à la société FAURECIA, dont le siège social est situé 2 rue Hennape à NANTERRE (Hauts de Seine), pour son établissement de BEAUGENCY,

Article 2 -

La société FAURECIA, procède, à la fréquence semestrielle, en période de "hautes eaux" et de "basses eaux", au relevé du niveau d'eau piézométriques et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine prélevé dans chacun des ouvrages figurant sur le plan annexé au présent arrêté. Les paramètres analytiques à rechercher sont les suivants :

- COHV

Les prélèvements sont effectués par un laboratoire ou organisme extérieur conformément à la norme AFNOR FD-X 31 615 relative au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines dans un forage, publiée en décembre 2000.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par les ministres chargés de l'environnement et/ou de la santé publique.

Les bulletins de prélèvements et d'analyses sont régulièrement transmis au service d'inspection des installations classées éventuellement assortis des commentaires appropriés.

A l'issue de la première année, la fréquence des analyses et les paramètres analytiques retenus sont réexaminés après accord du service d'inspection des installations classées, à raison des résultats obtenus et sur demande dûment motivée de la société FAURECIA.

Article 3 -

La société FAURECIA, procède avant la fin de l'année 2007 à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine prélevé dans chacun des ouvrages figurant sur le plan annexé au présent arrêté à des fins de recherche des PCB.

Article 4 -

La société FAURECIA en cas de vente des terrains assiette de ses anciennes installations, intégrera dans les actes de vente notariés des restrictions d'usage s'appuyant sur les conclusions des rapports rédigées par la société SITA REMEDIATION. Les actes de vente feront l'objet d'une publication à la conservation des hypothèques.

les restrictions d'usage figurant dans les actes de vente devront :

- informer l'acheteur des pollutions résiduelles présentes sur le site
- fixer les restrictions liées à la pollution par des PCB
- fixer les restrictions liées à l'arsenic présent dans les sols
- informer l'acheteur des conditions d'excavation et d'élimination de terres en cas de travaux de terrassement
- prévoir la protection des piézomètres présents sur le site et destinés à la surveillance des eaux souterraines
- autoriser le libre accès à FAURECIA ou au bureau d'études désigné par FAURECIA aux piézomètres précités.

Après réalisation des ventes, les dispositions relatives aux restrictions d'usage, figurant dans les actes notariés définitifs, devront être adressés aux services de Monsieur le Préfet du Loiret.

Article 5 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L 514.6 du Code de l'Environnement) par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié ;

Article 6 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 7 -

Le Maire de BEAUGENCY est chargé de :

- Joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

- Afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le Maire au Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Aménagement - Bureau de l'Aménagement et des Risques Industriels.

Article 8 - AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 9 - PUBLICITE

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

Article 10 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Maire de BEAUGENCY, et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Michel BERGUE